



ndu CHSCT du 22 novembre 2012

Le bilan du budget et des stages a été présenté ; le budget du CHSCT pour 2012 était de 38 016 €. Treize actions de formation ont été menées pour un coût de 16 904 € : premiers secours, incendie, habilitation électrique, centaure, prévention routière, école du dos, risques psycho-sociaux et accueil publics difficiles.

90 agents ont participé à ces stages de formation. Le constat a été fait que pour certains stages il a été difficile de réunir le nombre minimal de stagiaires nécessaires à la tenue de ceux-ci. (Les charges de travail et le manque d'effectifs n'étant certainement pas étrangers à cet état de fait.) Il est envisagé de mutualiser ces formations avec les autres administrations de Gap pour éviter des annulations de stage par manque de participants.

Les achats de matériel et les travaux se sont élevés à 21 112 € (stores, radiateurs, sièges, matériels informatiques etc....).

Nous avons déploré que la décision de faire installer des portes coulissantes pour l'accueil du SIP de Gap ait été reporté. Report dû au fait que les portes prévues ne répondaient pas aux normes incendies requises. Le CHSCT a pris la décision de faire installer un rideau roulant en aluminium début 2013.

La charte de fonctionnement du comité de pilotage (COFIL) portant sur les risques psycho-sociaux a été validée.

Le CHSCT a ensuite examiné deux études thermiques concernant le 4ème étage de la cité Desmichels et le dernier étage du CFP d'Embrun (côté SIE).

Les études réalisées par l'antenne immobilière de Marseille avaient pour but de proposer des solutions aux problèmes de surchauffes estivales.

Pour la cité de Gap le coût de l'installation d'un système de climatisation est évalué entre 500 000 et 700 000 € TTC.

Une solution moins onéreuse serait d'installer un système de ventilation avec surventilation nocturne. Une ventilation importante la nuit permet d'abaisser notablement la température en début de journée.

La mise en place de nouveaux stores extérieurs est aussi envisagée mais risque d'être recalée par l'architecte des Bâtiments de France.

Pour Embrun, une climatisation de type « split système » pourrait être envisagée pour un coût de 22 000 € TTC.

Des stores pourraient aussi être posés.

Ces études vont servir de base de réflexion, aucune décision n'étant arrêtée pour le moment.

Sur les deux sites nous avons demandé que soient réalisés des relevés de température avec des boîtiers enregistreurs automatisés.

Le CHSCT avait demandé à ce que les agents soient tenus au courant de l'avancée et du déroulement de travaux immobiliers réalisés dans les différents services.

Première application lors des travaux réalisés à la DDFIP, un bulletin d'information détaillé a été réalisé à la grande satisfaction du personnel.

La CGT a demandé une réunion de la commission de sécurité de la cité administrative Desmichels avec comme ordre du jour la sécurité globale de l'immeuble et une réflexion en profondeur de l'accueil du rez-de-chaussée. MRS FAUQUEUR et CORNILLET nous ont informé qu'un comité de gestion de la cité se tiendrait le 6 décembre et que le sujet de la sécurité y serait abordé.

La CGT a attiré l'attention du CHSCT sur la situation alarmante des services de la DDFIP générée par un manque chronique d'effectif et une charge de travail accrue.

Ces conditions de travail dégradées font peser de lourds risques pour la santé des agents ; tous les services sont concernés ou le seront un jour.

La situation des services devient intenable pour les agents et ingérable pour les chefs de service.

Du plus petit poste jusqu'aux services plus importants tels que les SIP ou SIE, le constat est le même nous avons de moins en moins de moyens humains pour accomplir nos missions.

La situation du SIP de Briançon en est l'exemple le plus flagrant :

Plusieurs postes non pourvus, des agents qui se rendent malades et des difficultés au quotidien de plus en plus insupportables.

La direction est consciente de la gravité de la situation mais peine à trouver une solution à cet état de fait.

Pour la CGT, il est évident que la poursuite de la politique de suppressions d'emplois et de diminution de nos moyens matériels de fonctionnement nous entraîne droit dans le mur.

Il faut clairement redonner des moyens à la DGFIP et c'est cette revendication que nous porterons avec les agents lors du mouvement de grève du 27 novembre.